



Les Élu-e-s Vert-e-s au Conseil régional de Bretagne

Rennes, le 25 mai 2009

La Région Bretagne face à la crise économique et sociale

Intervention de Marie-Pierre Rouger

Monsieur le Président,

Le caractère extraordinaire de cette session n'est pas tant lié à une situation inattendue qui nous « tomberait dessus » qu'à la nécessité de réfléchir ensemble et d'agir concrètement pour l'avenir de notre région et de ceux qui y vivent aujourd'hui ou qui y vivront demain.

On a coutume d'entendre que la récession dans laquelle nous sommes entrés est la conséquence de la crise financière. Ce n'est pas notre lecture. Cette crise s'annonçait depuis longtemps. Il suffisait de regarder l'aggravation des inégalités, la précarisation du salariat, l'accaparement de plus en plus grand de la valeur ajoutée par les détenteurs de capitaux et bien sûr, la montée du prix des matières premières, du fait de leur rareté avérée. Certes, depuis l'été 2008, les effets en chaîne des politiques de dérégulation financière menées ces vingt dernières années sur l'ensemble des banques mondiale ont donné à la crise un nouveau visage.

Ce modèle économique-financier ne doit plus mener le monde, sous peine d'aller vers d'autres événements encore plus dangereux pour les hommes et pour les femmes comme pour la planète. **Car c'est en fait à une crise sociale mais aussi à une crise écologique que nous assistons, crise de société, aurais-je envie de dire.**

Dans ce contexte difficile et particulier, la Région, en raison de sa proximité avec les citoyens et de sa légitimité à coordonner et à fédérer l'ensemble des acteurs, a un rôle déterminant à jouer. La Bretagne n'en est pas à son premier challenge. Notre majorité a su les relever grâce à sa diversité politique, et nous ne fléchissons pas dans notre engagement

pour la Bretagne. Pour autant, cette séance extraordinaire nous invite à repenser le modèle breton, étape délicate et déterminante en effet. Répondre à l'urgence tout en préparant l'avenir, nous en avons l'ambition et nous sommes prêts pour cela à nous en donner les moyens. Et le challenge est grand car outre l'urgence, nous devons intégrer, et vous le notez dans votre document, deux défis importants à relever : le défi écologique et le défi démographique.

Sur le papier, la sortie de crise peut paraître évidente mais n'oublions pas que demain ne pourra être comme avant. **Le Vert est une solution pour sortir du rouge.** Il ne suffit plus de relancer l'économie en remettant du carburant dans les moteurs. Ce ne sont plus seulement les écologistes qui le disent mais le rapport annuel du Programme des Nations Unies pour l'Environnement (PNUE), **ce qu'il nous faut c'est une économie Verte et Solidaire**, différente de la croissance verte qui voudrait intégrer l'écologie dans une logique productiviste. Il s'agit de changer nos modes de production et de consommation pour les rendre compatibles avec la fin du pétrole à bon marché, l'objectif de réduction des émissions de gaz à effet de serre, et la justice sociale. **Il nous faut donc définir de nouveaux indicateurs de richesse autres que le PIB.**

L'économie verte est l'alliance de l'écologie et de l'économie. Elle porte en elle l'espoir de nombreuses générations d'un « bien-être collectif ». Mais celles-ci doutent de la volonté des gouvernements de la mettre en œuvre. Et pourtant, la « technologie verte » est la plus vaste opportunité économique du siècle. La Confédération Européenne des Syndicats demande : « la mise en place sans tarder des options politiques les plus efficaces pour réaliser le double dividende de la lutte contre le changement climatique et la création d'emplois de qualité ». Nous avons connu ces dernières années l'économie de l'environnement, économie réparatrice des dégâts causés à l'air, l'eau, le sol. Bien sûr, elle permet de répondre aux besoins des populations, en particulier dans les pays du Sud ; mais elle ne saurait relever techniquement et démocratiquement les défis de demain tant elle annihile toute réflexion en amont et finit par justifier des comportements criminels. L'économie verte est porteuse d'une forme nouvelle de prospérité et de bien être, elle est, et sera demain au cœur de toute activité. Réfléchir avant de produire, à

l'empreinte écologique de son action, aux conséquences environnementales et sociales de ses décisions, travailler à une production de biens et de services à faible émission de carbone, le chantier est vaste et motivant.

C'est dans le secteur de l'efficacité énergétique que le gisement de gains d'émission à gaz à effets de serre et de création d'emplois, non délocalisables, est le plus important. En 2008, pour la première fois au niveau mondial, le nombre d'emplois dans le secteur des énergies renouvelables a dépassé celui du secteur des énergies fossiles : 2 millions pour ce qui est du pétrole, du gaz ou de l'uranium ; 2,3 millions pour les énergies renouvelables. D'autres secteurs d'avenir existent : la rénovation et la construction des bâtiments mais aussi l'agriculture, les transports appellent de lourds programmes d'investissement et dès à présent une main d'œuvre qualifiée. L'économie verte traverse l'éducation, la formation, la recherche et l'innovation. Elle doit être de par nos compétences ou au-delà, au cœur de notre action au sein des centres de formation initiale et continue et des universités. C'est l'ingénierie du futur et elle doit irriguer aussi le tissu économique régional. Notre région est déjà exemplaire et chef de file dans le domaine des énergies marines. C'est un exemple de dynamique économique qui intègre la question de la formation initiale, continue de la recherche et de l'industrie. Le domaine de l'efficacité énergétique et des énergies renouvelables est pour la Bretagne l'axe fondamental de la diversification et de la création d'entreprises dans le cadre d'un développement soutenable.

Comme vous le savez, Monsieur le Président, les écologistes que nous sommes n'ont jamais séparé la priorité sociale de la priorité environnementale. Je l'ai dit tout à l'heure : la montée des inégalités est l'une des causes de la crise actuelle. Leur réduction est donc une voie de sortie. Il est de notre responsabilité de nous coordonner entre collectivités, de renforcer nos moyens pour agir dans notre domaine de compétence avec les partenaires sociaux. L'argent public ne doit pas financer des entreprises qui utilisent la crise pour opérer des restructurations et sélectionner les salariés tout en maintenant la rémunération de leurs actionnaires. J'ai d'ailleurs cru voir dans un de nos quotidiens régionaux, il y a trois jours, que PSA se développait très fort ailleurs pour des salaires de 500 € mensuels et sans engagement sur une anticipation des normes de rejet de CO2... Alors évidemment, cela interroge, et c'est un

euphémisme... Lutter contre les inégalités c'est mettre en place un revenu social garanti pour tous à partir de 18 ans et un revenu maximum acceptable. Vouloir faire disparaître les inégalités signifie aussi partager le travail. Contre la logique sarkoziste du « travailler plus pour gagner plus » et dont on voit tous les jours les résultats, nous devons réaffirmer le « travailler tous pour vivre mieux ».

Par ailleurs, un des atouts de la Bretagne n'est de notre point de vue pas assez retenu dans le document qui nous est soumis. C'est toute l'économie liée au « tiers-secteur », comme l'avait appelé Alain Lipietz dans un rapport remis à Martine Aubry en 2001. Ce tiers secteur est à l'intersection de l'économie sociale et de l'économie solidaire. Loin d'être une niche ou un alibi, cette économie est fortement ancrée dans la dynamique du développement soutenable : éco-activités, services d'utilité sociale, préservation des ressources et de l'environnement. C'est une économie performante et qui de plus intègre de nombreux jeunes tout en étant au service de l'intérêt général.

La sortie de crise que vous nous proposez, Monsieur le Président, qui entend participer à l'évolution considérable du modèle breton, nous y souscrivons. Cependant, nous considérons les orientations et actions mentionnées comme une première étape de travail. Au delà des mesures annoncées, nous souhaitons une véritable rupture. C'est un changement de système de valeurs que nous proposons à la société. Pour aller vers la recherche du mieux et non du toujours plus, de la coopération et non de la compétition, du vivre ensemble et non de l'individualisme exacerbé. Ainsi, le fait régional que nous portons avec conviction depuis 2004 sera le fondement de l'avenir.